

Limitation à 80 km/h : un premier bilan mitigé

Article rédigé par *Le Parisien*, le 13 janvier 2019

Source [Le Parisien] Vincent Descœur, député (LR) du Cantal réclame que le grand débat national examine la limitation à 80 km/h, qui pénalise fortement les habitants de son département selon lui.

Un peu plus de six mois après la mise en place de la limitation à 80 km/h sur les routes départementales, [la mortalité sur les routes](#) a connu de fortes baisses en septembre, octobre puis en novembre. Mais dans le Cantal, on déplore surtout le temps de trajet rallongé et l'augmentation des infractions.

Sept mois après l'abaissement de 10 km/h des vitesses autorisées sur les réseaux secondaires, est-ce si compliqué de rouler à 80 km/h ?

VINCENT DESCŒUR. Dans le Cantal, on constate ce qu'on redoutait : un ralentissement généralisé sur ce qu'on a coutume d'appeler le « réseau secondaire » mais qui représente la quasi-totalité de nos routes. Résultat, on se retrouve très souvent à rouler à 60 km/h, bloqué par des conducteurs qui ont peur des sanctions. À titre personnel, je perds 10 à 15 minutes sur mon trajet pour rejoindre l'autoroute. Cette mesure est un véritable fiasco. Le gouvernement a ainsi réussi à braquer la population contre les objectifs de sécurité routière alors que cette préoccupation était globalement partagée par les Français. La preuve, on se met [à détruire les radars](#). Fin décembre, un seul des quinze radars du département était en fonctionnement.

Savez-vous si en 2018, le nombre de tués sur les routes a baissé dans votre département ?

L'année dernière huit personnes ont perdu la vie sur les routes du Cantal, contre 12 l'année précédente. Mais c'est un résultat en trompe-l'œil car 2017 était une année exceptionnellement mauvaise. Nous sommes retournés à un niveau de mortalité routière « normal ». Il n'y a pas de gain évident en sécurité routière, là où il y a une perte évidente en mobilité.

Que réclamez-vous ?

Je souhaite que l'on évalue concrètement cette mesure non pas sur deux ans comme l'avait promis le Premier ministre mais sur un an en pesant objectivement les avantages et les inconvénients. Mais avant tout, j'aimerais que les 80 km/h, qui sont sans aucun doute une des motivations des Gilets jaunes, soient examinés dans le grand débat national. Pour l'heure ce n'est pas prévu ! [Au moment de l'adoption de cette mesure](#), le gouvernement a méprisé l'avis du peuple, il est temps de l'écouter aujourd'hui.

Si d'aventure l'exécutif choisissait de remettre les 80 km/h sous cloche, je repasserais par l'Assemblée nationale. Je propose que les préfets et les présidents de conseils départementaux puissent décider au cas par cas si les routes doivent ou non passer aux 80 km/h.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://mail.google.com/mail/u/0/#inbox/FMfcgxwBVDFfRGfiQINLJsRGFdJlbSM>

13/01/2019 07:00